

## Article 30

En attendant l'Edit portant les modalités de perception des recettes de la Province du Kwilu, la Direction Générale des Recettes du Kwilu (DGREK), pour la perception des recettes fiscales et non fiscales, fait recours aux dispositions de la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour et l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, ainsi qu'aux autres textes réglementaires en la matière.

## Titre IV. Des dispositions finales

## Article 31

Les dispositions du projet d'Edit budgétaire pour exercice 2022 confirmées par le présent Arrêté entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## Article 32

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bandundu, le 16 décembre 2021.

Hon. Willy Itsundala Asang

Honorable Robert Dinsondi Makelele

Ministre provincial du Budget

Honorable Mitete Mutumbu Sterling Papy

Ministre provincial des Finances, Economie et Commerce

**COURS ET TRIBUNAUX****ACTES DE PROCEDURE****Ville de Kinshasa****Acte de notification d'un arrêt****R.const. 1187**

L'an deux mille vingt et un, le vingt deuxième jour du mois de janvier ;

A la requête de Monsieur le Greffier en Chef de la Cour Constitutionnelle ;

Je soussigné, Jean Paul Mutombo, Huissier près la Cour constitutionnelle ;

Ai notifié au :

1. Journal officiel de la République Démocratique du Congo à Kinshasa/Gombe, l'arrêt rendu en date du 22 décembre 2020 par la Cour constitutionnelle dans l'affaire R.const 1187 ;

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai ;

Etant à ses bureaux ;

Et y parlant à Madame Kaniki Kazadi, chargé des insertions, personne majeure, ainsi déclarée ;

Laissé copie de mon présent exploit ainsi que celle de l'arrêt.

Dont acte

coût...FC

Huissier

**Arrêt****R.const. 1187**

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité, a rendu l'arrêt suivant :

Audience publique du vingt-deux décembre deux mille vingt ;

En cause : Exception d'inconstitutionnalité soulevée par Monsieur Zogbali Patrice dans la cause RPA 20.431 pendant devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe ;

Comparaissant à l'audience publique du 04 février 2020, le cité Zogbali soulevant, par le biais de son Avocat Maître Ngandu l'exception d'inconstitutionnalité dans la cause inscrite sous RPA 20.431 pendant devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe pour violation de l'article 19 de la Constitution qui garantit le droit de la défense ;

Ainsi ledit tribunal décréta la surséance et saisit la Cour constitutionnelle sous R.const 1187 aux fins de statuer sur ladite exception ;

Par son ordonnance signée le 18 décembre 2020, Monsieur le président de cette cour fixa la cause à l'audience publique du 22 décembre 2020 ;



A l'appel de la cause à cette audience, aucune partie ne comparut ni personne pour elles. La cour déclara la cause en état d'être examinée ;

S'agissant du filtrage, la cour accordant la parole au Procureur général représenté par le 1<sup>er</sup> Avocat général Sambul Fumwashi Gloire, qui donna son avis sur le banc tendant à ce qu'il plaise à la cour de faire application des articles 23 et 24 du Règlement intérieur de la cour constitutionnelle.

Sur ce, la cour clôt les débats, prit la cause en délibéré et sur le banc, prononça l'arrêt suivant :

#### Arrêt

Il résulte des pièces du dossier qu'à l'audience du 04 février 2020, le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe a constaté que le dossier RPA 20.431 conte un jugement avant dire droit ordonnant la réouverture des débats, à la demande de Monsieur Zogbali Patrice, partie citée.

A cette audience, le cité, par le canal de son avocat, a soulevé l'exception d'inconstitutionnalité au motif que l'exploit de signification du jugement précité contenait des irrégularités, notamment l'absence de l'adresse de l'Huissier. Ce qui, selon lui, constitue une violation de l'article 19 de la Constitution qui organise et garantit le droit de la défense.

Conformément à l'article 162 de la Constitution, le tribunal a décrété la surséance et saisi la Cour constitutionnelle. Par lettre n° 69.d.50/CAB/DIV/TFIF/GR.EX/2020 du 09 mars 2020, le Greffier divisionnaire a transmis le dossier RPA 20.431 au greffe de la cour constitutionnelle.

Examinant sa compétence, la cour relève qu'aux termes de l'article 162 de la Constitution, des articles 43 et 52 de la loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement ainsi que l'article 54 de son règlement intérieur, elle est juge de l'exception d'inconstitutionnalité soulevée devant ou par une juridiction. Elle se déclarera dès lors compétente pour connaître de cette exception.

Quant à sa recevabilité, la cour note que, bien que soulevée par une partie au procès devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe, l'exception sera cependant déclarée irrecevable parce que dirigée contre un acte portant signification d'une décision judiciaire qui n'est ni acte législatif ni un acte réglementaire.

La procédure étant gratuite, conformément aux termes de l'article 96 alinéa 2 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la cour constitutionnelle, il n'y aura pas lieu à paiement des frais d'instance.

C'est pourquoi ;

Vu la Constitution du 18 février 2006 telle que révisée à ce jour, spécialement en ses articles 160 alinéa 1<sup>er</sup> et 162 ;

Vu la loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 43, 52, 93, 95 et 96 ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 9, 11, 54, 63 et 66 ;

La cour Constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité ;

Après avis du Procureur général ;

- Se déclare compétent ;
- Déclare irrecevable l'exception d'inconstitutionnalité soulevée par Monsieur Zogbali Patrice ;
- Ordonne la poursuite de l'examen de la cause RPA 20.431 pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu à paiement des frais ;
- Dit en outre que le présent Arrêt sera signifié à Monsieur Zogbali Patrice, à Madame Sana Mbwande Lydie, au Président de la République, à la Présidente de l'Assemblée nationale, au président du Sénat, au Premier ministre ainsi qu'au Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe et qu'il sera publié au Journal officiel de la République du Congo ainsi qu'au bulletin des Arrêts de la Cour constitutionnelle.

La cour a ainsi délibéré et statué à l'audience publique de ce mardi 22 décembre 2020 à laquelle ont siégé Madame et Messieurs Funga Molima Mwata Evariste-Prince, Wasenda N'songo Corneille, Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre, Nkulu Kilombo Mitumba Norbert, Bokona Wiipa Bondjali François, Mongulu T'apangane Polycarpe, Kaluba Dibwa Dieudonné, Kalume Asengo Cheusi Alphonsine, Kamuleta Badibanga Dieudonné, Juges, en présence du Procureur général représenté par le premier Avocat général Sambul Fumwashi avec l'assistance de Madame Ngalula Tshingoma Viviane, Greffière du siège.

Le Président a.i

- Funga Molima Mwata Evariste-Prince

Les Juges :

- Wasenda N'songo Corneille,
- Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre,
- Nkulu Kilombo Mitumba Norbert,
- Bokona Wiipa Bondjali François,
- Mongulu T'apangane Polycarpe,
- Kaluba Dibwa Dieudonné,
- Kalume Asengo Cheusi Alphonsine,
- Kamuleta Badibanga Dieudonné,

Greffière du siège :

- Ngalula Tshingoma Vivian